Comité Social d'Administration
Du Service du commissariat des Armées

Paris le 18 novembre 2026

DECLARATION LIMINAIRE UNSA DEFENSE

Monsieur le Directeur, Mesdames, Messieurs,

Alors que nous sommes réunis pour la toute dernière séance de ce Comité Social d'Administration de réseau du SCA sous sa configuration actuelle, l'UNSA Défense tient à remercier l'ensemble des personnels de la chaine RH et ses gestionnaires pour son professionnalisme dans la mise en œuvre de cette transformation, et ce en assurant la continuité de la mission. L'UNSA Défense porte aussi un regard lucide et sans complaisance sur le chemin parcouru sur cette mandature 2023-2026.

Dès le début de ce mandat, les élus UNSA Défense se sont engagés à être les porte-voix de toutes les catégories du personnel civil (PC). Ce cycle n'a pas été une simple transition mais une mutation profonde vers la « haute intensité ». Sur le terrain, le PC a amplement démontré qu'il est le garant de la projection des forces et du soutien logistique (exercice ORION, …). Il ne faut pas oublier l'importance incontournable des PC lors de la pandémie du COVID. Pourtant, c'est un véritable fossé qui s'est creusé avec la réalité brute du quotidien.

Malgré un budget inédit alloué par la Loi de Programmation Militaire 2024-2030, le PC ne doit pas être la variable d'ajustement de cette modernisation.

Sans les PC, la haute intensité reste un concept théorique; avec eux, elle devient une réalité opérationnelle incontournable.

Il y a aujourd'hui un constat d'abandon, de non attractivité, de non fidélisation et de non reconnaissance extrêmement préoccupant :

• Un pouvoir d'achat asphyxié et un statut fragilisé : les grilles des catégories B et C sont écrasées par les hausses successives du SMIC. Pire encore, on recrute des agents à un indice inférieur au SMIC, artificiellement compensé par une indemnité différentielle sans création de droits pour la retraite !

• Une précarité intolérable pour les contractuels : accepter la précarité structurelle, des contrats de vacataires de quelques mois, ou enchaîner jusqu'à six ans de CDD pour se voir signifier une fin de contrat sans considération, est inacceptable. L'administration doit soigner l'image de notre ministère et offrir de réelles perspectives de CDI ou de basculement sous statut fonctionnaire pour celles et ceux qui le souhaitent.

• Un siphonage des compétences à double tranchant : nous assistons impuissants au transfert de nos savoir-faire vers des sociétés privées ou des industriels. Plus grave encore, dès que la

rentabilité financière n'est plus au rendez-vous pour ces acteurs privés, la mission nous est aussitôt réimposée… mais avec des équipes amputées de leur maîtrise d'origine. On ne remplace pas des décennies d'expérience par des recrutements de dernière minute sans un plan de formation adapté et pérenne.

• Des carrières au point mort et une qualité de vie au travail dégradée : des fiches de postes inadaptées et obsolètes, la généralisation préoccupante des postes à durée maximale d'affectation en catégorie A, un manque de visibilité pour les filières ICD et TSEF. La rigidité persistante sur le télétravail en local et l'absence de réelle politique de droit à la déconnexion accentuent la souffrance au travail, du terrain jusqu'au sommet de la hiérarchie.

• Une transformation numérique et RH déconnectée du terrain : notre ministère affiche de grandes ambitions de création, de projet et de déploiement à l'horizon 2032. Le compte n'y est pas sur le terrain. Les textes officiels parlent de « simplification », de « résilience » et de « gains rapides pour les métiers au plus proche des unités ». Mais la réalité perçue par les agents est tout autre, des outils complexes, des chantiers de dématérialisation qui tardent à alléger la charge mentale liée à une surcharge de travail (ex : GHECO), mais aussi un accompagnement du changement trop souvent théorique. On ne réussira pas la transformation numérique des RH en oubliant l'humain et la réalité opérationnelle des unités soutenues, ni au travail réel associé à la multiplication des tâches.

Il faut effectivement une sacrée dose de dévouement, une singularité, pour subir cette déconsidération continue tout en continuant à encourager notre jeunesse à servir la Nation. Mais la « singularité du personnel civil » a ses limites. Si notre armée doit s'engager vers un conflit de haute intensité, elle ne pourra pas le faire en partant au combat sans un soutien solide !

À l'aube de la mise en place de la nouvelle organisation RH, l'UNSA Défense pose fermement ses conditions :

• l'ouverture immédiate de groupes de travail pour revaloriser les salaires, actualiser les textes obsolètes et contradictoires, appliquer ceux qui ont été actualisés, résorber la précarité et restaurer des parcours de carrière cohérents ;

• une réelle simplification des outils et des processus RH, gestion et suivi du temps de travail, suivi médical, formation, recrutement, apprentissage (la liste n'est pas exhaustive), garantissant de vrais « gains rapides » d'ergonomie et de temps pour les agents sur le terrain comme pour les gestionnaires ;

• un choc d'attractivité et d'accompagnement social intégrant pleinement les PC sur le volet logement, la prise en charge augmentée de la PSC par l'employeur et l'accès à une restauration de qualité à tarif maîtrisé ;

• la sanctuarisation de l'expertise en valorisant la mémoire institutionnelle et les statuts souverains qui assurent la continuité du service pendant cette transition ;

• un dialogue social de proximité préservé, car réorganisation, numérisation et nouvelles modalités de travail ne doivent pas rimer avec déshumanisation des procédures.

En 2023, nous voulions placer le PC au cœur du dispositif. En 2026, si les structures et les outils évoluent, les urgences de reconnaissance, de salaire, de conditions de vie et de sens du travail restent entières.

L'UNSA abordera la future mandature avec une détermination intacte. Pour nous, « confiance et considération » ne doivent plus être de vains slogans, mais se traduire par des actes concrets. A l'approche des grandes échéances démocratiques qui s'annoncent, qu'elles soient professionnelles dans nos instances ou nationales pour l'avenir du pays, l'UNSA Défense souhaite d'excellentes élections à toutes et tous, en rappelant que le vote est important et pèsera ici comme ailleurs pour l'avenir de notre Nation.

L'UNSA Défense vous remercie de votre attention.